Européennes : le Parti socialiste se prépare au choc

LE MONDE | 23.05.2014 à 11h22 • Mis à jour le 23.05.2014 à 12h44 | Par Bastien Bonnefous et Thomas Wieder

La suite ne serait qu'affaire de dosage. Le PS se prépare à une nouvelle défaite aux élections européennes, dimanche 25 mai, après la « gifle » reçue aux municipales fin mars. Reste à savoir quelle en sera l'ampleur. Du score dimanche soir des socialistes, qui devraient terminer à la troisième place derrière l'UMP et le Front national, dépendra la suite des événements au sein d'un parti et d'une majorité encore traumatisés par la déroute municipale.

Les instituts de sondage donnent un PS étonnamment haut dans les intentions de vote, autour de 17 % en moyenne. *« Si on fait ce score, j'achète tout de suite, mais j'en doute, hélas »,* confie un dirigeant socialiste. Rares sont les responsables qui croient à un tel résultat : beaucoup l'imaginent plus faible, voire, pour les plus pessimistes, en dessous de 13 %.

Les éléments de langage de dimanche soir se rodent déjà au sommet de l'Etat. Avec, dans tous les cas de figure, le même souci de relativiser l'ampleur de la défaite. *« Si le PS fait autour de 16 %, son score de 2009, on pourra dire que c'est un bon score : il est au même niveau aujourd'hui au pouvoir qu'hier dans l'opposition,* explique un habitué de l'Elysée. *Si on est autour de 14-15 %, on pourra relativiser la défaite en disant que, compte tenu des difficultés, avoir si peu reculé est un miracle. Si on est autour de 13-14 %, c'est-à-dire le score de la liste Rocard en 1994, on pourra se rassurer en disant que ça n'a pas empêché Jospin d'être en tête du premier tour de la présidentielle en 1995 et de gagner les législatives de 1997. »*

« PAS DE CHANGEMENT DU GOUVERNEMENT »

Pas question pour l'exécutif de tirer des conséquences gouvernementales d'une éventuelle nouvelle défaite, même d'envergure. Manuel Valls devrait s'exprimer dimanche soir ou lundi, après avoir pris connaissance des résultats dans toute l'Europe. François Hollande, après un aller-retour à Tulle pour voter, a prévu de passer la soirée de dimanche dans son bureau entouré d'une poignée de collaborateurs, puis de consacrer la journée de lundi à des entretiens avec ses homologues étrangers afin de préparer le conseil européen de mardi à Bruxelles, au terme duquel il devrait s'exprimer lors d'une conférence de presse.

Pour le premier ministre comme pour le président, le discours est prêt : ces élections sont un scrutin continental, donc, si suites il doit y avoir, elles seront continentales et non nationales. *« On ne va pas anticiper une lecture française de l'élection européenne »,* prévient en privé M. Valls. Dès mercredi, en meeting à Barcelone, il a enfoncé le clou : *« Il n'y aura pas de changement du gouvernement, il n'y aura pas*

de changement de majorité, il n'y aura pas de changement de ligne économique » en cas de défaite socialiste, a-t-il dit à la presse.

Pour le premier ministre, qui s'est personnellement impliqué dans la campagne européenne, *« on est dans la même séquence politique qu'après les municipales ».* Or le changement est bel et bien intervenu après la défaite de mars, avec l'arrivée d'un nouveau patron à Matignon et d'un nouveau premier secrétaire à la tête du PS. *« Le message envoyé par les Français l'a été aux municipales, il a été entendu et nous lui avons répondu »,* tranche Jean-Christophe Cambadélis, le numéro un du PS.

Inutile de bouleverser un dispositif à peine installé : *« Au lendemain des municipales, il aurait été intenable de ne rien faire, maintenant les choses sont ordonnées »,* explique M. Valls, dont les proches veulent croire qu'une nouvelle défaite sera sans conséquence sur la majorité parlementaire et le PS en ébullition. *« Même si le FN finit en tête, ce sera sans effet,* affirme un haut dirigeant. *Ce sera un tsunami médiatique, mais pas politique. Ça ne changera rien au Parlement européen ni en France, même si l'image de notre pays sera dégradée. »*

« L'ÉTAPE D'APRÈS, C'EST D'ACCÉLÉRER »

Pourtant, dès les prochaines semaines, le gouvernement va être confronté à des rendez-vous législatifs majeurs : projet de loi de finances rectificative, réforme territoriale et loi sur la transition énergétique, autant de dossiers potentiellement explosifs. La direction du PS veut au contraire y voir une chance. *« On a de quoi raconter une belle histoire sur des sujets très concrets, donc l'étape d'après, ce n'est pas de douter, mais au contraire d'accélérer »,* explique Carlos Da Silva, porte-parole de la Rue de Solférino et « vallsiste » du premier cercle.

Tous au PS ne partagent pas son optimisme. Plus de quarante députés socialistes se sont abstenus fin avril lors du vote du programme d'économies de 50 milliards d'euros, et plus d'une centaine s'interrogent sur le bien-fondé de la politique économique de l'exécutif. Une nouvelle défaite pourrait faire éclater cette grogne latente. *« Les résultats des européennes peuvent intensifier les débats au sein du groupe et renforcer l'inflexion sociale prise récemment par Matignon avec les annonces fiscales »,* reconnaît Thierry Mandon, porte-parole du groupe PS à l'Assemblée.

M. Cambadélis a anticipé ce risque et entend offrir un débouché politique à la frustration et à la colère des militants et des élus socialistes. Dans les prochains jours, le parti va remettre au gouvernement un mémorandum listant toutes les questions soulevées par le futur big bang territorial. *« Plus que le résultat des européennes, cette réforme peut provoquer des tensions car, après les municipales, elle va directement toucher au pouvoir socialiste local »,* s'inquiète un cadre du PS.

Le premier secrétaire du PS prévoit aussi d'annoncer, lors d'un conseil national, le 14 juin, en présence du premier ministre, les futurs états généraux du parti ainsi qu'une *« campagne nationale »* à l'automne pour le droit de vote des immigrés aux élections locales. Cette promesse de campagne de François Hollande a été abandonnée depuis le début du quinquennat faute d'une majorité suffisante au Parlement pour

réviser la Constitution et d'une vraie volonté au sommet de l'Etat. M. Cambadélis souhaite mettre en place un « comité national » regroupant différents responsables politiques de toute la gauche ainsi que des personnalités de la société civile, pour la relancer et faire bouger les lignes.